

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
84905 AVIGNON cedex 09

AVIGNON, le 12 décembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CALCAIRES REGIONAUX SARL**

Quartier de la Salle  
13320 BOUC BEL AIR

Références : D-0635-2022  
Code AIOT : 0006401252

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2022 dans l'établissement CALCAIRES REGIONAUX SARL implanté Carrière de MORNAS Saint Loup - Montmou 84550 MORNAS. L'inspection a été annoncée le 07/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CALCAIRES REGIONAUX SARL
- Carrière de MORNAS Saint Loup - Montmou 84550 MORNAS
- Code AIOT : 0006401252
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La société Calcaires Régionaux SARL exploite une carrière de sables aux lieux-dits " Montmou " et " Derrière Montmou " sur le territoire de la commune de Mornas (84550). Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 et de la déclaration au titre de la rubrique 2515 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2005, modifié par les arrêtés complémentaires du 7 novembre 2017, du 9 mars 2018 et du 11 mars 2022.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 23 novembre 2021 ;
- limitation des accès ;
- bande des 10 mètres.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                      | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--------------------|--|--|-------------------|
| 4  | sécurité du public | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13 | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------|--|--|-------------------|
| 1  | Tonnage annuel      | Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 1    | Mise en demeure  | Sans objet        |
| 2  | Front de taille     | Arrêté Préfectoral du 17/03/2005, article 7.4  | Mise en demeure  | Sans objet        |
| 3  | bande des 10 mètres | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1 | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté une non-conformité au cours de cette visite. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à madame la Préfète de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Tonnage annuel

|   |
|---|
| <b>Références réglementaires :</b> Arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/11/2021, article 1 <sup>er</sup> - arrêté préfectoral du 07/11/2017, article 1 <sup>er</sup>   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Tonnage annuel  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui (inspection du 26/10/2021)   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/11/2021, article 1<sup>er</sup> :</u><br><br>La société Calcaires Régionaux SARL, ci-après nommée " l'exploitant ", dont le siège social est situé quartier de La Salle à Bouc-Bel-Air (13320), est mise en demeure, pour sa carrière située route d'Uchaux, Quartier Saint Loup à Mornas (84550), aux lieux-dits " Montmou et derrière Montmou Ouest ", de se conformer aux dispositions de :<br><br>- l'article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 novembre 2017 au plus tard le 31 décembre 2021.<br><br>Afin de démontrer le respect de cette disposition, l'exploitant transmet à monsieur le Préfet un bilan des tonnages extraits au cours de l'année 2021 au plus tard le 31 janvier 2022. [...] |

Arrêté préfectoral complémentaire du 7 novembre 2017 , article 1<sup>er</sup> :

La société « Les Sables de Montmou », dont le siège social est situé « route d'Uchaux, Quartier Saint Loup » à Mornas (84550), est autorisée, sur le territoire de la commune de MORNAS, aux lieux-dits " Montmou et derrière Montmou Ouest" dans les conditions fixées par le présent arrêté :

- à poursuivre et à étendre l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de sable sur une superficie de 23,55 ha pour un tonnage annuel de 40 000 tonnes (maximal 50 000 tonnes). [...]

**Constats** : par courriel du 31 janvier 2022 adressé à l'inspection des installations classées et par courrier du 23 février 2022 adressé à M. le Préfet, l'exploitant a communiqué un bilan des tonnages extraits en 2021, qui s'élèvent à 36 231 tonnes. Il a été établi en prenant en compte, d'une part, le tonnage commercialisé en 2021 (47 181 tonnes) et, d'autre part, l'évolution de la quantité de matériaux stockés entre fin 2020 et fin 2021 (- 10 950 tonnes).

**Type de suites proposées** : Sans suite

**Proposition de suites** : Sans objet

**N° 2 : Front de taille**

**Références réglementaires** : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/11/2021, article 1<sup>er</sup>, arrêté préfectoral 17/03/2005, article 7.4

**Thème(s)** : Risques accidentels, Front de taille

**Point de contrôle déjà contrôlé** : oui (inspection du 26/10/2021)

**Prescription contrôlée** :

Arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/11/2021, article 1<sup>er</sup> :

La société Calcaires Régionaux SARL, ci-après nommée " l'exploitant ", dont le siège social est situé quartier de La Salle à Bouc-Bel-Air (13320), est mise en demeure, pour sa carrière située route d'Uchaux, Quartier Saint Loup à Mornas (84550), aux lieux-dits " Montmou et derrière Montmou Ouest ", de se conformer aux dispositions de :  
[...]

- l'article 7.4 de l'arrêté du 17 mars 2005 au plus tard dans les 6 mois suivants la notification du présent arrêté.

Afin de démontrer le respect de cette disposition, l'exploitant transmet à monsieur le Préfet :

- sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, un descriptif des travaux envisagés, afin de remettre en conformité les fronts de la zone sud ;
- sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, un compte-rendu des travaux effectués, accompagné des justificatifs démontrant le respect des dispositions prévues à l'article 7.4 précité.

Article 7.4 de l'arrêté du 17 mars 2005 : " [...] Selon les zones d'extraction, deux méthodes d'exploitation sont prévues :

[...] Dans les secteurs Est et Sud, l'exploitation sera menée par gradins successifs. Après décapage des terres de découverte à l'aide d'engins ou très exceptionnellement à l'explosif, l'extraction sera réalisée à la pelle avec des fronts limités à 15 m de hauteur inclinés à 75° et séparés par des banquettes d'au moins 7,5 m de largeur. [...]"

**Constats** : par courrier du 23 février 2022, l'exploitant a transmis un descriptif des travaux de mise en conformité envisagés (remise à la côte 105 mNGF et 120 mNGF des deux fronts incriminés). Par courrier du 28 juillet 2022, l'exploitant a informé M. le Préfet du désistement de l'entreprise initialement retenue pour réaliser les travaux de mise en conformité et, de ce fait, de leur report au mois de septembre 2022.

Le jour de l'inspection, il a été constaté que des travaux de reprise des fronts de la zone sud avaient été effectués.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis par courriels du 3 et du 23 novembre 2022 des plans présentant des relevés topographiques des zones objets des travaux de mise en conformité. Ces plans montrent le respect de la hauteur maximale de fronts de 15 mètres (fronts rectifiés à 105mNGF et 120mNGF), de la largeur minimale de banquette de 7,5 mètres et de l'inclinaison maximale des fronts de 75° pour les fronts de la zone sud.

Toutefois, le jour de l'inspection, il a été constaté qu'une zone fissurée présentant un léger surplomb était toujours présente, en limite nord de la zone d'extraction sud (zone positionnée en partie haute du front situé entre les côtes 90 et 105mNGF). En réponse, l'exploitant indique que :

- l'étude de stabilité CFEG E.339/03 de décembre 2003 prévoit que des instabilités locales peuvent être observées, sans remise en cause de la stabilité générale du massif, sous réserve que les conditions précitées relatives à la hauteur, la pente et la largeur des fronts soient respectées ;
- la reprise de cette zone est actuellement difficile compte tenu de sa position en limite de front de taille et pourra être effectuée en cas de poursuite de l'activité d'extraction, à l'issue de l'instruction du dossier de demande d'autorisation.

L'inspection constate que l'accès à cette zone est limité par, en partie supérieure, des blocs de pierre interdisant l'accès à la banquette à la côte 105 mNGF et, en partie inférieure, des merlons.



Fronts de la zone sud (zone fissurée cerclée en rouge)

**Observations :** la zone fissurée présentant un léger surplomb devra faire l'objet de travaux de reprise en cas de poursuite de l'activité d'extraction, à l'issue de l'instruction de la demande de prolongation d'activité qui sera prochainement déposée par l'exploitant. Dans le cas contraire, des travaux de purge et/ou de confortement devront être proposés dans le cadre de la cessation définitive d'activité du site. Dans l'attente, l'accès à la zone doit demeurer interdit en tête et en pied de front.

|  |
|--|
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet    |

#### N° 3 : bande des 10 mètres

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, bande des 10 mètres  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. [...]   |
| <b>Constats :</b> L'inspection a effectué un contrôle par sondage, au niveau du secteur d'extraction sud, du respect de la distance de 10 mètres entre la zone d'extraction et les bornes délimitant le périmètre d'autorisation de la carrière. Ce contrôle n'a pas fait apparaître de non-conformité.<br><br>Par ailleurs, l'exploitant a communiqué par courriel du 3 novembre 2022 une vue satellite présentant la position de l'ensemble des bornes OGE du secteur sud et la bande des 10 mètres. Ce plan ne fait pas apparaître de non-conformité quant au respect de cette distance. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 4 : sécurité du public

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, sécurité du public   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...] L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.[...]                                       |
| <b>Constats :</b> Lors de la visite de la zone sud de la carrière, l'inspecteur a constaté que :<br>- la clôture était endommagée sur quelques mètres, en bordure du chemin rural n°248 ;<br>- l'accès à la zone fissurée présentant un léger surplomb est limité par, en partie supérieure, des blocs de pierre interdisant l'accès à la banquette à la côte 105 mNGF et, en partie inférieure, des merlons. Toutefois, aucun panneau signalant le danger n'est présent. |
| <b>Observations :</b> L'exploitant doit, sous une semaine :<br>- réparer la clôture le long du chemin rural n°248 ;<br>- compléter son dispositif de limitation des accès par la mise en place de panneaux signalant le danger en tête et pied du front situé entre les côtes 90 et 105mNGF.  |



Linéaire de clôture endommagé près du chemin rural n°248

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet